

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/4002
5 mai 1958
FRANCAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS
DONT EST SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT
OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présente, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en était leur examen à la date du 3 mai 1958, l'exposé suivant :

1. Question iranienne (voir S/3890)
2. Accords spéciaux prévus à l'Article 43 et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/3890)
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/3890)
4. Statut et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/3890)
5. Réglementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir S/3890)
6. Désignation d'un gouverneur du Territoire libre de Trieste (voir S/3890)
7. Question égyptienne (voir S/3890)
8. Question indonésienne (voir S/3890)
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/3890)
10. Rapports sur le Territoire stratégique sous tutelle des îles du Pacifique, établis en exécution de la résolution adoptée le 7 mars 1949 par le Conseil de sécurité (voir S/3890)
11. Demandes d'admission (voir S/3890)
12. Question de Palestine (voir S/3890, S/3916 et S/3944)
13. Question Inde-Pakistan (voir S/3890, S/3895, S/3900, S/3902/Rev.1, S/3903, S/3908, S/3912, S/3916, S/3921 et S/3926)
14. Question tchécoslovaque (S/3890)
15. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/3890)
16. Question d'Haïderabad (voir S/3890)
17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948, par les Gouvernements de la République française, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique (voir S/3890)

18. Contrôle international de l'énergie atomique (voir 3890)
19. Plainte pour invasion armée de l'île de Taïwan (Formose) (voir S/3890)
20. Plainte pour bombardement aérien du territoire de la Chine (voir S/3890)
21. Plainte contre le Gouvernement de l'Iran pour non-observation des mesures conservatoires indiquées par la Cour internationale de Justice dans l'affaire de l'Anglo-Iranian Oil Company (voir S/3890)
22. Proposition tendant à inviter les Etats à adhérer au Protocole de Genève de 1925 concernant la prohibition de l'arme bactérienne et à ratifier ledit Protocole (voir 3890)
23. Demande d'enquête au sujet d'un prétendu recours à la guerre bactérienne (voir S/3890)
24. Lettre en date du 29 mai 1954, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant par intérim de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies (voir S/3890)
25. Câble en date du 19 juin 1954, adressé au ~~Président~~ du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères du Guatemala (voir S/3890)
26. Lettre en date du 8 septembre 1954 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant des Etats-Unis d'Amérique (voir S/3890)
27. Lettre en date du 28 janvier 1955, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de la Nouvelle-Zélande, concernant la question d'hostilités dans la région de certaines îles situées au large de la Chine continentale. Lettre en date du 30 janvier 1955, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, concernant la question d'actes d'agression commis par les Etats-Unis d'Amérique contre la République populaire de Chine dans la région de Taïwan et d'autres îles chinoises (voir S/3890)
28. Situation créée par l'action unilatérale du Gouvernement égyptien mettant fin au système de gestion internationale du canal de Suez, système confirmé et complété par la Convention du canal de Suez de 1888 (voir 3890)
29. Mesures que certaines Puissances, notamment la France et le Royaume-Uni, ont prises contre l'Egypte et qui mettent en danger la paix et la sécurité internationales et sont de graves violations de la Charte des Nations Unies (voir S/3890)
30. La situation en Hongrie (voir 3890)
31. Aide militaire apportée par le Gouvernement égyptien aux rebelles en Algérie (voir S/3890)
32. Lettre en date du 30 octobre 1956, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant de l'Egypte (voir S/3890)
33. Lettre en date du 13 février 1958, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Tunisie, concernant la "plainte de la Tunisie au sujet de l'acte d'agression commis par la France contre elle à Sakiet-Sidi-Youssef le 8 février 1958" (voir S/3967)

34. Lettre en date du 14 février 1958, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la France, concernant la "situation résultant de l'aide apportée par la Tunisie à des rebelles, permettant à ceux-ci de mener à partir du territoire tunisien des opérations dirigées contre l'intégrité du territoire français et la sécurité des personnes et des biens des ressortissants français" (voir S/3967)
35. Lettre en date du 20 février 1958, adressée au Secrétaire général par le représentant du Soudan (voir S/3967)
36. Plainte du représentant de l'URSS contenue dans une lettre en date du 18 avril 1958 au Président du Conseil de sécurité et intitulée : "Adoption de mesures urgentes pour faire cesser les vols d'aéronefs militaires des Etats-Unis d'Amérique, armés de bombes atomiques et de bombes à l'hydrogène, dans la direction des frontières de l'Union soviétique" (voir S/3996)

Le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de cette question de sa 814^{ème} à sa 817^{ème} séances, tenues du 29 avril au 2 mai 1958. Il était saisi des propositions suivantes :

1. Un projet de résolution présenté par les Etats-Unis d'Amérique le 28 avril (S/3995) aux termes duquel le Conseil de sécurité prendrait, notamment, les mesures suivantes : 1) recommanderait que soit promptement établie la zone septentrionale d'inspection internationale contre une attaque par surprise, comprenant la région située au nord du cercle arctique, avec certaines exceptions et additions, qu'avait considérée, en août 1957, le Sous-Comité de la Commission du désarmement de l'Organisation des Nations Unies, composé du Canada, des Etats-Unis, de la France, du Royaume-Uni et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques; 2) inviterait les cinq Etats susmentionnés, ainsi que le Danemark et la Norvège, et tout autre Etat ayant des territoires au nord du cercle arctique qui désirerait que lesdits territoires soient compris dans la zone d'inspection internationale, à désigner sans délai des représentants pour prendre part à des entretiens qui auraient lieu immédiatement en vue de parvenir à un accord sur les dispositions techniques requises; et 3) déciderait de conserver cette question à son ordre du jour, pour l'examiner plus avant le cas échéant.
2. Un projet de résolution présenté par l'URSS le 28 avril (S/3997), qui reproduisait les termes du projet de résolution que cette délégation avait présenté précédemment sur la question (S/3993 - voir l'exposé précédent S/3996) et comportait un paragraphe supplémentaire aux termes duquel le Conseil de sécurité, conscient de la nécessité de prendre aussitôt que possible des mesures pour écarter la menace d'une guerre atomique et réduire la tension internationale,

noterait avec satisfaction que les Etats intéressés ont engagé des pourparlers préliminaires en vue de la convocation d'une conférence des chefs de gouvernement chargée de discuter certains problèmes urgents, notamment la question de l'élaboration de mesures destinées à prévenir le danger d'une attaque par surprise, et exprimerait l'espoir que la conférence des chefs de gouvernement se tiendrait à une date aussi rapprochée que possible.

3. Un amendement de la Suède (S/3998) au projet de résolution des Etats-Unis d'Amérique, présenté le 29 avril à la 814ème séance et prévoyant l'insertion, entre les deuxième et troisième paragraphes du dispositif, d'un nouveau paragraphe aux termes duquel le Conseil exprimerait l'avis que ces entretiens pourraient utilement servir de base aux délibérations sur le problème du désarmement, lors de la conférence au sommet en vue de laquelle des conversations sont en cours.

A la 816ème séance, le 2 mai, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a accepté l'amendement suédois, les mots "de la" avant les mots "conférence au sommet" étant remplacés par les mots "d'une". Le représentant de la Suède a accepté cette modification.

Ces propositions ont été mises aux voix à la 817ème séance, le 2 mai. Lors du vote sur le projet de résolution révisé des Etats-Unis d'Amérique (S/3995), dans lequel l'amendement suédois (S/3998) avait été incorporé, il y a eu dix voix pour et une voix contre (URSS), et ce projet n'a pas été adopté, la voix contre étant celle d'un membre permanent du Conseil. Lors du vote sur le projet de résolution de l'URSS (S/3997), il y avait une voix pour (URSS), 9 voix contre et une abstention (Suède), et ce projet a donc été rejeté.
